Elections législatives de mars 1993
(2ème Circonscription des Pyrénées Orientales)

Profession de Foi de

Dominique GREIN (postier)

Candidat libre pour l'unité et la démocratie.
(soutenu par le parti des Travailleurs)

Suppléant : BONET André (Instituteur en retraite).

Je n'ai confiance en aucun parti politique traditionnel. Tous ont abusé, triché, maquillé, usurpé les droits des Citoyens ! je suis écoeuré, tout comme vous, par les auto-amnisties, les immunités iniques !

Comment !

Ces gens-là, nos propres élus, seraient au dessus des lois, irrespectueux de leurs promesses, songeant simplement à leur carrière, à leur pouvoir, à leur argent ?

Pire encore ! Ils se sont tus quand la vérité aurait sauvé des vies, ils se sont appropriés des biens publics pour se constituer un avenir privé et ils détourné des idées et des espoirs pour se créer une virginité. Ils sont, à l'Assemblée Nationale, des absents fréquents (réceptions, banquets et ripailles obligent !) et, lorsqu'ils ne s'endorment pas dans l'Hémicycle, ils votent ! Oubliés alors, les promesses électorales ! Place aux combines politiciennes, à l'autoritarisme à coup de 49-3, aux accords secrets, aux fausses querelles mais aux vrais intérêts : les leurs et ceux de leurs sponsors idéologiques et financiers !

Pour en finir avec cette parodie de Démocratie, il faut des Représentants mandatés et révocables, qui doivent rendre des comptes ! Il faut abolir les instituions de cette Véme République que Mittérand lui-même (il s'en est bien accommodé) définissait comme "un Coup d'Etat permanent" !

Il n'y a aucune fatalité au chômage, à la précarité !

On ose nous dire qu'il n'y a plus d'argent pour l'emploi, les salariés, le service public, la sécurité sociale, les retraites, etc.

Et pourtant, ils sont tous d'accord pour :

- dépenser 25 Millions de francs pour le Raid d'un seul avion sur l'Irak ;
- verser 150 Milliards dans la poche des spéculateurs sous prétexte de défendre le Franc;
- exonérer les capitalistes de 35 Milliards de charges sociales entre 1986 et 1991.

Et maintenant, les mêmes voudraient nous imposer le partage du travail et des revenus, ajoutant en coeur "sauf les bas salaires" . Où commence un bas salaire ? A un CES à 2 000 F. ? A un RMI ? Le SMIC n'est-il pas, par comparaison, un "haut salaire", qu'il faut partager ?

Ce sont ceux qui licencient par milliers les salariés et font appel à une main-d'oeuvre précaire, malléable, sans garantie, sans droits, qui oseraient vous donner des leçons de moralité et de justice sociale !

Pour eux, le partage du travail, c'est bien la baisse du salaire, c'est-à-dire, Je partage de la misère, la progression du chômage, et... une fantastique augmentation des profits en Bourse.

Qu'exigent les Citoyens ? Que doit exiger leur Elu ?

Non aux petits boulots ! Oui aux vrais emplois !

Il faut transformer tous les CES (Contrats-Emploi-Solidarité) **et tous les emplois précaires, en emplois fixes avec de vrais salaires.**

Il faut interdire les licenciements, les délocalisations, les plans de conversion, et autres moyens d'imposer le chômage.

Non seulement il faut **réduire le temps de travail sans diminution de salaire,** mais encore, pour relances la consommation, il faut l'augmentation générale des salaires pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis 1981.

Non aux privatisation ! Oui au service public !

Il faut d'urgence pourvoir à tous les postes nécessaires à la satisfaction des usagers) Il faut abroger la loi Teulade ! Il faut restituer à l'Ecole Publique les 40 Milliards de Fonds Publics détournés par les soi-disant "socialistes" au profit de l'Ecole Confessionnelle !

Droit pour tous à un logement décent !

500 000 sans abri, 2 500 000 familles en logements insalubres, le poids écrasant de la charge des loyers pour des millions de travailleurs... **Ca ne peut plus durer !**

Il faut arrêter immédiatement les expulsions, les saisies, il faut un moratoire des dettes de hyer ou de remboursement de prêts, il faut, comme mesure d'urgence, réquisitionner les logements vacants et les immeubles vides et les attribuer aux démunis, il faut saisir **tous les profits spéculatifs immobiliers** de ceux qui, avec l'aide de sociétés fantômes, organisent le racket.

Non aux interventions militaires !

Qu'elles soient réelles (Irak) ou déguisées (Somalie), présentes ou futures (Bosnie), sous couvert "d'opérations humanitaires", ce sont des guerres contre les peuples. Le drapeau de l'ONU justifie une politique dictée par le Gouvernement des USA .

Abrogation de la politique agricole commune !

Des milliers d'agriculteurs et de viticulteurs, des millions de personnes qui ont voté NON à Maastricht l'ont exigé. La PAC veut généraliser les quotas de production, les politiques d'arrachage et désertifier la campagne avec la disparition, d'ici deux ans, de près de 500 000 exploitations agricoles, alors que partout, ils sont de plus en plus nombreux à souffrir de la faim, à en mourir parfois.

Au niveau local, il faut :

- soutenir les **résidents du Polygone Nord,** menacés d'expropriation sous de fallacieux prétextes économiques et dénoncer ces enquêtes de soi-disant "utilité publique" destinées à justifier des intérêts privés.
- soutenir l'action du **personnel hospitalier de Perpignan,** prendre en compte ses revendications, exiger le maintien des services et interdire la suppression des lits.
- dénoncer le chantage à la création d'emplois autour des problèmes des **carrières de Vingrau et du col de la Dona,** afin de respecter le choix des populations concernées.
- stopper définitivement le projet de **Parc d'Activités Commerciales de Rivesaltes,** celui-ci ne correspondant en aucune manière aux besoins locaux.

Voilà ce que pourrait être mon mandat !

Ils sont nombreux ceux qui, soucieux des intérêts du régime en place, me disent que c'est irréaliste. Leur réalisme, nous l'avons vu à l'oeuvre ; il conduit à la catastrophe. Le réalisme, il est du côté des travailleurs de chez Hoover, Grundig, des viticulteurs, postiers, enseignants, cheminots, marins-pêcheurs, artisans et commerçants qui s'organisent pour la défense de leurs conditions de vie!

Seule l'action unie permettra la constitution d'un gouvernement qui soit l'expression de la volonté du peuple et dont la légitimité sera fondée sur une Assemblée Constituante souveraine.

Je ne fais pas de promesses, je prends des engagements sous votre contrôle !

Votez Dominique GREIN

Dominique GREIN - Postier - 66600 OPOUL
Parti des Travailleurs - BP 40 - 66242 SAINT ESTEVE

IFR : 68 64 29 40